



LA QUESTION NORD COREENNE

Stratégie réfléchie ou fuite en avant de Pyongyang ?

***Mémoire de géopolitique du chef d'escadron François Traxel
dans le cadre du séminaire
« Géopolitique du sud-est asiatique »***

Directrice : Valérie Niquet
Maître de conférence
à l'Institut de stratégie comparée
de l'Université Paris I

Avril 2003

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : Une interprétation difficile des faits et des stratégies

Les accords qui lient la Corée du Nord

Des incertitudes entretenues

Des présuppositions

DEUXIEME PARTIE : Les sources et objectifs de la crise de l'automne 2002

Le scénario de la crise de l'automne 2002

Une pomme de discorde : la prolifération balistique

Un but visible

Une démarche de temporisation des parties

TROISIEME PARTIE : Un contexte diplomatique étonnamment favorable

L'espoir sud-coréen

L'investissement de l'Union Européenne

Le surprenant virage Japonais

Russie et Chine, des partenaires compréhensifs

Les contradictions des administrations américaines

INTRODUCTION

D'une déclaration tactique de La Corée du Nord, le 16 octobre 2002, sur la revendication d'un programme nucléaire, sans toutefois avouer clairement qu'il en existe un, Washington s'est engagé dans un engrenage avec Pyongyang, initié par l'annonce de l'interruption de la livraison de fioul lourd à la Corée du Nord, alors que l'attention internationale se focalise sur l'Irak.

Au regard des évènements qui se sont précipités depuis l'automne 2002, où la communauté internationale assiste, dans une relative torpeur, à une escalade déclaratoire entre la Corée du Nord et les Etats Unis, il semble digne d'intérêt, face aux dangers potentiels que représentent le gouvernement de Pyongyang, de s'interroger sur l'opportunité de l'existence d'une logique dans la stratégie de Pyongyang. Il s'agira de rechercher les clefs de lecture et de compréhension de la stratégie nord coréenne.

La Corée du Nord est aujourd'hui un des pays les plus isolés de la planète, tant sur le plan diplomatique que sur le plan simplement physique. Depuis l'effondrement de l'empire soviétique et l'ouverture discrète de la Chine au capitalisme, Pyongyang se retrouve, avec ses maigres ressources naturelles, dans un état économique d'une extrême faiblesse. Quasi dépendante de l'aide extérieure, la Corée du Nord subsiste en partie grâce à l'aide économique mondiale, dont les bailleurs principaux semblent attendre la chute inéluctable du régime le plus totalitaire de la planète.

Il est ainsi nécessaire de déterminer s'il s'agit, pour les Nord-coréens, d'une stratégie mûrement réfléchie dont les objectifs seraient difficilement compréhensibles, ou si le monde assiste aux derniers soubresauts d'un régime en fin de vie dont la seule légitimité se fonderait sur le mythe de l'encerclement et les ressources liées au chantage à la sécurité.

Le sujet apparaît comme la détermination de la rationalité ou non de la démarche de la Corée du Nord telle quelle apparaît essentiellement à la lueur des événements qui ont amorcé la crise depuis le mois d'octobre 2002. De la dénonciation par les Américains du non-respect des accords de Genève, notamment dans le domaine du

développement du nucléaire militaire, au retrait nord-coréen du TNP¹, jusqu'aux menaces d'agression réciproques qui font aujourd'hui peser un danger potentiel sur l'ensemble du monde, entre autres par la prolifération balistique menée par le « cher leader » sous prétexte de survie économique.

Les faits sont ténus et se prêtent à de multiples interprétations. La crise se nourrit de la faiblesse des accords antérieurs et d'un immobilisme entretenu qui trouve logiquement sa fin dans le temps. Par ailleurs, alors que la communauté internationale et les acteurs régionaux développent des efforts diplomatiques basés sur une stratégie de dialogue et d'apaisement envers le régime dictatorial de Pyongyang, la Corée du Nord semble osciller entre chantage économique et sauvegarde de sa propre sécurité.

Du côté des Etats-Unis, engagés, alors qu'ils tentent désespérément d'y échapper, dans une confrontation bilatérale avec la volonté affirmée de ne pas céder², ils semblent pris en défaut de leur propre stratégie d'attaque préventive revendiquée par l'administration Bush le 20 septembre 2002, déclarant être prêts à toute éventualité guerrière et bloquant toute solution négociée, en déployant notamment des bombardiers lourds en Extrême-Orient, mais reconnaissant par ailleurs l'unique solution diplomatique à la crise en semblant enfin prendre en compte les garanties de sécurité exigées par Pyongyang.

Bandit de grand chemin ou vieillard asphyxié par la menace américaine ? Les actes ou réflexes de la Corée du Nord, par leur brutalité, surprennent la communauté internationale dont les réactions prouvent les divergences d'analyse. Cependant, quelle que soit la réalité, la Corée du Nord n'a jamais rien concédé, et ce petit Etat d'à peine plus de vingt millions d'habitants focalise l'attention de la communauté internationale bien au-delà de ce que ses pauvres ressources lui permettent.

¹ Traité de Non Prolifération, qui limite aux cinq Grands du conseil de sécurité de l'ONU, la possession de l'arme nucléaire et en interdit la dotation aux autres signataires.

² Déclaration de la conseillère de GW Bush pour la sécurité nationale : « le chantage ne paiera pas »

1 Une interprétation difficile des faits et des stratégies.

Il y a risque d'écueils à l'interprétation des faits, de part la modicité des facteurs qui sont à l'origine et alimentent la crise. En effet, plus on s'approche de l'analyse stratégique dans le domaine des relations internationales et moins les faits sont avérés, ou du moins formellement démontrés et indiscutables.

Le cadre du débat impose initialement un retour historique, en se penchant notamment sur les accords qui devaient définitivement régler le problème nord-coréen en 1994. L'analyse de la stratégie nord-coréenne s'appuie sur des incertitudes et des présuppositions qui forment autant d'obstacles et de brouillards et rendent difficile toute logique d'interprétation.

1.1 Les accords

1.1.1 Un dialogue difficile

La Corée du Nord a toujours choisi de ne pas prendre parti dans les conflits entre les différents Etats. Elle n'a soutenu ni la Chine, ni l'URSS. Lors de l'intensification de la crise entre ces deux pays, les dirigeants nord-coréens se sont efforcés à conserver la voie de la prudence, en optant pour une stratégie purement nationale, strictement destinée à renforcer le pouvoir du régime.

Dès 1970, des négociations secrètes eurent lieu entre les dirigeants des deux Corée. Ainsi, le 4 juillet 1972, une déclaration conjointe proclame la poursuite du dialogue pour avancer vers la réunification de la péninsule, mais les rencontres ultérieures n'apportent aucun résultats et démontrent la volonté du Nord de camper sur ses positions. Toutefois, en 1986 la frontière avec la Corée du Sud, fermée depuis 1953, fut ouverte pour permettre les retrouvailles des familles séparées. De plus, en 1991 les deux Corée adhèrent à l'ONU et signent des accords de dénucléarisation et de réconciliation.

1.1.2 Les accords

En 1985, sous la pression de l'Union Soviétique, la Corée du Nord adhère au traité de non-prolifération. A cette époque, elle s'interdit de mettre au point ou d'acquérir des armes nucléaires, mais elle est autorisée à utiliser l'énergie d'origine atomique

pour la production électrique civile. Cependant, Pyongyang refuse de signer les accords sur la sécurité nucléaire, accords adossés au TNP qui permettent à l'AIEA³, basée à Vienne, de procéder à des contrôles sur place. En 1992, les Nord-coréens reviennent sur leur décision et signent les accords sur la sécurité, ce qui autorisent les inspections. Ils refuseront cependant l'accès à leur site par l'AIEA, ce qui conduit à une première crise grave avec les Etats-Unis jusqu'en 1994. L'accord cadre qui régla la phase ouverte de la crise fut sans conteste un texte répondant aux aspirations de Pyongyang car il reprend pratiquement mot pour mot une proposition nord-coréenne d'août 1993 qui n'avait pas à cette époque été prise en compte par une administration américaine déterminée à mettre en œuvre sa stratégie exclusivement punitive. Le 21 octobre 1994, dans le cadre de négociations bilatérales entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, sont signés les accords de Genève, ou Agreed Framework. La RPDC⁴ s'engage alors à geler son réacteur de 5 mégawatt et à démanteler son programme avant 2003.

Sur le plan politique, la Corée du Nord s'engagea à demeurer dans le TNP et à favoriser la mise en œuvre de la déclaration de dénucléarisation par le biais de la relance du dialogue Nord-Sud. La Corée du Nord s'engage à geler ses opérations en cours dans ses installations nucléaires, soit à arrêter la production de matières fissiles de qualité militaire dans son réacteur de 5 mégawatts, l'AIEA étant autorisée à constater le gel du programme mais sans autre prérogative (aucune inspection planifiée avant l'installation des éléments critiques des centrales du KEDO⁵). Pyongyang s'engagea en outre à rechercher une méthode pour stocker et sécuriser les huit milles barres de combustible irradié déchargées du réacteur du complexe de Yongbyon.

En contrepartie, un consortium multinational, le KEDO, dans lequel sont plus particulièrement engagés la Corée du Sud et le Japon, s'engage à construire deux

³ Agence Internationale de l'Energie Atomique.

⁴ République Populaire De Corée

⁵ Korean Peninsula Energy Development Organization. le KEDO a été créé en mars 1995, 70% du financement est assuré par Séoul (contribution estimée à 4,6 milliards de dollars). Le KEDO a inauguré le début des travaux de construction d'une centrale nucléaire civile à Kumho dans la province du Hamkyong du sud en Corée du Nord, le 19 août 1997, en présence de délégations des pays concernés (Corée du sud, Etats-Unis et Japon). Le maître d'œuvre de la construction est Korea Electric Power Co.

réacteurs à eau légère d'une puissance totale de mille mégawatts, difficiles à détourner à des fins militaires et sous contrôle de l'AIEA. Parallèlement, les Etats-Unis s'engagent à livrer une quantité des cinq cent milles tonnes de pétrole par an. Enfin, la Corée du Nord obtient un moratoire sur les inspections de l'AIEA « pour une durée de cinq ans environ » en l'absence d'un calendrier strict des opérations à mener.

1.2 Des incertitudes entretenues

1.2.1 L'incertitude nucléaire

La Corée du Nord possède t-elle ou non la bombe atomique, comme les Américains l'ont annoncé sans l'affirmer à partir de 1991 ? Le fait n'est pas complètement avéré. Ainsi, à l'encontre des déclarations actuelles et soudaines des américains, selon lesquelles Pyongyang détiendrait déjà une à deux bombes, la Corée du Sud affirme qu'elle n'en a jamais eu la confirmation formelle⁶.

Début février, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a rappelé que les Etats-Unis avaient « toutes les raisons de penser » que la Corée du Nord possédait une à deux bombes. Cette déclaration faisait suite à l'estimation plus pessimiste encore du Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld qui, s'appuyant sur l'évaluation des services de renseignements affirmait que la Corée du Nord possédait en plus la capacité d'en fabriquer six à huit supplémentaires en quelques mois. Cette opinion américaine est validée, entre autre, par l'observation d'explosions souterraines à grande profondeur non loin du site présumé du *nouveau complexe nucléaire de Kusong*⁷, explosions interprétées comme des essais de détonateurs d'armes nucléaires.

Selon Séoul : s'il a été dit que la Corée du Nord avait extrait suffisamment de plutonium avant 1994 pour armer une ou deux bombes, il n'a jamais été démontré et confirmé quelle a produit et détient donc des armes nucléaires.

Ces déclarations révèlent toutes les ambiguïtés de la crise. Ainsi, si chacun s'accorde à reconnaître que la Corée du Nord dispose d'une quantité suffisante de matière fissible pour fabriquer quelques ogives, l'incertitude subsiste sur ses capacités technologiques à convertir la matière fissible en armes opérationnelles.

⁶ Déclaration du premier ministre sud-coréen Kim Suk-soo du lundi 10 février 2003.

1.2.2 Le développement de la filière d'enrichissement

Quel est le degré d'avancement, ou du moins le degré de connaissance qu'ont les organisations internationales et les services de renseignement des grandes nations, de la deuxième filière nucléaire, à propos de laquelle le secrétaire d'Etat adjoint James Kelly aurait confronté Pyongyang en septembre de l'année 2002 ?

En effet, si la Corée du Nord a alors reconnu être très avancée dans la voie d'un nouveau programme d'acquisition de l'arme nucléaire, il ne s'agit pas des restes du programme d'enrichissement de la centrale de Yongbyon découvert au début des années 90 par les Américains et interrompu en 1994. Selon Pyongyang, il s'agit d'un nouveau programme, secret et parallèle, fondé sur l'uranium enrichi et accompagné, selon les Nord-coréens, « d'armes plus puissantes » encore.

Les preuves américaines n'ont pas été divulguées au reste du monde mais l'hypothèse la plus souvent rencontrée se base sur la piste pakistanaise⁸. Ainsi, le Pakistan aurait fourni à la Corée du Nord, en 1997, des centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium. Cette livraison aurait été négociée en échange de missiles de longue portée que le Pakistan, en plein marasme économique, ne pouvait régler comptant. Cette hypothèse pourrait être validée par le fait que l'ancien responsable du programme nucléaire pakistanais, Abdoul Kadir Khan, père de la première arme nucléaire pakistanaise, se serait rendu au moins treize fois en Corée du Nord. De plus, depuis le récent rapprochement d'Islamabad avec Washington, une dizaine de spécialistes du nucléaire auraient disparu du Pakistan sans laisser la moindre trace.

Pour ce qui concerne la première filière nucléaire militaire : dès 1985, le Nord était soupçonner abriter, à Yongbyon, à 90 kilomètres au nord de Pyongyang, des installations destinées à fabriquer la bombe atomique à base de plutonium. Cette affaire, connue depuis 1987, rebondit en 1991. Afin de dénucléariser la péninsule, le sud accepta le retrait des armes nucléaires américaines de son sol, lequel s'est discrètement achevé le 18 décembre 1991. Le 31 décembre 1991, les deux parties parvinrent à un accord de dénucléarisation de la péninsule.

⁷ Situé au nord de Pyongyang.

⁸ Thèse révélée par l'hebdomadaire *The New Yorker* et le quotidien *The New York Times* et non démentie par Washington.

Certes, dans l'escalade de la crise, la Corée du Nord a annoncé le 5 février 2003 qu'elle avait redémarré sa centrale de Yongbyon, considérée par l'AIEA comme étant en mesure de produire du plutonium à usage militaire, mais elle annonce le redémarrage de ce réacteur de faible puissance dans le but unique de produire de l'électricité.

Cependant, cette annonce ne peut être vérifiée, et l'AIEA ne peut que déplorer l'éventuelle réactivation d'installation nucléaire sans inspections de sauvegarde⁹.

1.2.3 Le potentiel militaire conventionnel

Quelle est le degré de délabrement de l'armée conventionnelle ? Les avis divergent, et ainsi ajoutent ou enlèvent de la crédibilité à la gesticulation nord coréenne actuelle. Les affirmations américaines, sur l'énormité du dispositif militaire le long des 246 kilomètres de la ligne de démarcation et l'accumulation récente de forces le long de l'axe autoroutier entre Séoul et Pyongyang, sont invérifiables. Plusieurs services de renseignement occidentaux ne se rallient pas à cette évaluation et estiment qu'aucune activité militaire ne permet de penser à une préparation des forces terrestres nord-coréennes.

Cependant, quel que soit le dispositif nord-coréen, il n'y a pas d'option militaire au règlement de la crise selon Robert Dujarric, spécialiste du problème au Hudson Institute. En effet, en dehors de l'état de préparation opérationnelle des forces nord-coréennes, les armes conventionnelles et chimiques dont dispose la Corée du Nord prennent en otage la population de la Corée du Sud. L'agglomération de Séoul, qui compte plus de vingt-trois millions d'habitants, est à portée de tir de l'artillerie classique nord-coréenne, concentrée et fortement protégée des attaques aériennes américaines¹⁰. Si les Etats-Unis reconnaissent avoir planifié une opération coercitive, ils estiment cependant qu'une solution militaire ferait plus d'un million de morts.

⁹ Selon la déclaration de Melissa Fleming, porte-parole de l'AIEA.

¹⁰ Quelques 13000 pièces d'artilleries sont orientées vers Séoul, pouvant provoquer un déluge de 400 obus par heure.

Ainsi, quel que soit le degré d'entraînement des forces terrestre nord-coréenne, il n'est pas question, selon l'aveu même des Etats-Unis¹¹, d'agir autrement que par la diplomatie et la contrainte économique.

1.2.4 Le délabrement économique

Quel est le degré de délabrement de l'économie ? S'il y a un consensus pour en reconnaître l'extrême faiblesse, il n'y en a pas pour admettre l'imminence de l'effondrement ou la poursuite inexorable du délabrement. Certains penchent même pour une amélioration sensible avec une reprise de l'économie par la base, au niveau local, notamment dans le domaine agricole depuis le milieu de l'année 2001. Ainsi, si les perspectives économiques demeurent lugubres, elles ne seraient pas aussi désespérées. Kim Jong-il, prisonnier de l'idéologie, ne peut entreprendre des réformes radicales car elles enclencheraient inmanquablement de graves mécontentements populaires. Aussi, poursuit-il une politique prudente et mesurée que certains analystes qualifient de « réforme par la ruse ». Ainsi, durant la terrifiante crise alimentaire de 1995, alors que s'effondrait le système de distribution alimentaire d'Etat, le « cher leader » décida de fermer les yeux sur la multiplication des marchés agricole privés¹², et d'entendre les conseils des fonctionnaires qui œuvrent pour une avancée vers l'économie de marché.

1.3 Des présuppositions

1.3.1 La chute du régime

L'interprétation de la démarche nord coréenne repose sur des présupposés tels que la chute inéluctable du régime. Ainsi Washington a toujours été convaincu que les difficultés économiques de la Corée du Nord la contraindraient à faire des concessions militaires unilatérales. De nombreux analystes pensaient, à la mort en 1994 du père de l'actuel dirigeant Kim Il-sung, que le régime ne pourrait survivre très longtemps, d'une part au mécontentement du peuple face à la famine et à la

¹¹ Déclaration du secrétaire d'Etat à la défense US, Donald Rumsfeld.

¹² Les administrateurs étrangers de l'aide humanitaire ont recensé plus de trois cents marchés couvrant les biens agricoles mais aussi les biens de consommation, ceci sans qu'aucune déclaration officielle ne les entérine.

paupérisation générale¹³, et d'autre part aux luttes internes pour le pouvoir au sein du parti.

1.3.2 L'encerclement

La théorie du complexe de l'encerclement est souvent prônée pour justifier l'apparente irrationalité du comportement des dirigeants, et par conséquent l'impossibilité pour la communauté internationale d'accorder une quelconque confiance dans les promesses du régime, car toute action serait subordonnée à une stratégie liée aux stricts besoins de subsistance courants, course permanente à la survie.

Il existe l'interprétation inverse, qui a cours depuis la fin de la guerre de Corée, ou la Corée du Nord subirait un encerclement réel, ce qui expliquerait une stratégie tournée intégralement vers sa propre sécurité et l'obtention de garanties y afférant. La présence de trente sept mille soldats américains et de plus de cent avions de combats extrêmement modernes basés en Corée du Sud, sont des facteurs permettant de reconnaître la vulnérabilité réelle des nord-coréens, par la perception qu'ils ont de la menace. Cette hypothèse offre une perspective d'interprétation des réponses de la Corée du Nord à tout acte de la communauté internationale.

Une optique médiane, qui s'adapte en réalité aux surprises nord-coréennes, reconnaît un certain opportunisme validant les oscillations de la stratégie de Pyongyang, stratégie qui se déplacerait d'une forme à l'autre, entre les besoins économiques et la volonté de protection.

Cependant, il semble que l'affrontement est une nécessité du régime pour se maintenir en place, pour la légitimation et la cohésion intérieures. Toute autre forme de rapports, s'ils venaient à perdurer, fragiliseraient considérablement les bases du pouvoir. Ainsi, entretenant un climat de guerre à Pyongyang, les médias à la solde de Kim Jong-il appellent la population à se préparer à d'inéluctables frappes nucléaires, tenant des discours apocalyptiques sous l'éternel slogan de « Unité et Cohésion ».

Sur la nature même du rapport de force dans les négociations avec la Corée du Nord, si elles mêlent : chantage financier, assistance économique et humanitaire, ou bien

¹³ La famine qui débute en 1995 aurait pu décimer 10% de la population.

chantage à la sécurité ; la revendication d'une forme de garantie de sécurité est en revanche toujours présente, même si toute concession est subordonnée à l'obtention de moyens de subsistance.

1.3.3 l'analogie chinoise

Certains analystes se prêtent parfois à une analogie de situation entre la Corée du Nord et son gigantesque voisin chinois. Cet examen de l'attitude de la Corée du Nord se fait à la lumière de la réforme et de l'ouverture chinoise accomplies il y a 25 ans. Toutefois, il est possible d'inscrire ce raisonnement en faux pour deux raisons principales, l'une s'appuyant sur l'intérêt que suscite la Corée du Nord vis à vis de la communauté internationale, et plus spécifiquement dans le domaine économique, l'autre en se référant aux questions de politique intérieure et d'attitude du régime.

La notion d'échelle est primordiale. L'attractivité que produit la Corée du Nord sur la communauté internationale est négligeable au regard de l'immensité du territoire chinois et du gigantesque potentiel économique (population et ressources naturelles).

Au niveau de la politique intérieure, même sous le régime dictatorial de Mao, la Chine a toujours maintenu des factions au niveau des organes du Parti. Ces factions ont permis, à partir de 1978, une véritable mutation de « l'establishment » grâce au débat et donc sans que le parti ne perde la légitimité initiale.

Bien que l'on ignore tout des querelles ou des divergences au niveau de l'appareil politique nord-coréen, l'uniformisation en Corée du Nord apparaît comme un but immuable. Elle est beaucoup plus profonde qu'en Chine et empêche toute mutation en profondeur. Une évolution quelconque du régime passerait par une période de modification brutale et chaotique. Ainsi là où l'on serait tenté de voir une stratégie nationale, ne se révélerait qu'une stratégie strictement liée aux bénéfices du régime.

2 les sources et objectifs de la crise

2.1 Le scénario

La crise actuelle prend sa source dans la déclaration, en octobre 2002, du secrétaire d'Etat adjoint James Kelly, présentant à la Corée du Nord les preuves, dont la communauté internationale ignore d'ailleurs la nature exacte, du développement d'une nouvelle filière nucléaire militaire, basée sur la technique d'enrichissement de l'uranium. Cette dénonciation fera l'objet d'une réponse ambiguë de la Corée du Nord, affirmant « être en droit » de se prémunir des velléités d'agression, face aux menaces nucléaires américaines, pour sauvegarder sa souveraineté et son existence, pour défendre son « droit à la survie » selon les mots de Pak Ui Chun, ambassadeur de Corée du Nord à Moscou.

En effet, selon la Corée du Nord, le programme nucléaire n'est qu'une réponse à l'inscription par l'administration Bush de la Corée du Nord dans « l'axe du mal » et sur la liste des pays pouvant faire l'objet de frappes nucléaires préventives. Cette publication américaine de septembre 2002 est pour Pyongyang une véritable déclaration de guerre qui rend nulle et non avenue la déclaration conjointe de 1994. Pyongyang se présente donc comme victime de la politique belliqueuse des Etats-Unis et exige un engagement légal des américains par un pacte. Ce pacte confirmerait la disposition non agressive des américains envers la Corée du Nord, et l'engagement de ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier.

La suite de la crise se présente alors comme un jeu d'enchères où aucun des protagonistes ne semble vouloir céder, et constitue une véritable plaie pour les Etats-Unis. En pleine confrontation avec l'Irak, et au moment même où émerge, contre la volonté de GW Bush, un consensus mondial en faveur d'une solution pacifique, Washington se voit contraint à l'exercice difficile de minimiser au mieux les excès nord-coréens tout en tentant de légitimer ses « maigres preuves » du mal Irakien.

La riposte de la communauté internationale prend forme le 14 novembre, par l'annonce de l'arrêt de la livraison de pétrole. Cette mesure, décidée par les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Corée du Sud et le Japon, est légitimée par le non-

respect de Pyongyang de son engagement de geler tout programme nucléaire en échange de la fourniture des deux centrales à eau légère du KEDO.

Se profile alors une spirale déclaratoire, avec une réponse immédiate de la Corée du Nord formalisée par l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA dès le mois de décembre 2002, puis par l'annonce le dix janvier 2003 d'un retrait du TNP et des accords de sauvegarde passés avec l'AIEA. Dans le même temps, la Corée du Nord a rejeté une résolution de l'AIEA, condamnant la reprise de son programme nucléaire et lui demandant d'autoriser le retour des inspecteurs précédemment expulsés.

Cette décision soulèvera une vague de protestation diplomatique car elle coupe définitivement la Corée du Nord de tout contrôle physique et juridique. Par ailleurs, Pyongyang présente sa décision comme une reprise du retrait du TNP, ce qui lui permet juridiquement de ramener la situation à ce quelle était au début de l'année 1993 avant même les premières négociations qui mèneront aux accords de Genève. Ainsi, si l'AIEA¹⁴ a demandé à l'ONU de se saisir du dossier nord-coréen le 12 février 2003, Pyongyang annule et rejette par anticipation toute décision au motif que la Corée du Nord a déjà quitté l'AIEA.

Le 26 février 2003, les Etats-Unis ont dénoncé la réactivation d'un des réacteurs du complexe de Yongbyon, quatre vingt dix kilomètres au nord de la capitale. Cependant, et selon les précisions d'un des responsables de l'administration Bush, il ne s'agirait pas de la réactivation de la tranche de retraitement pour fabriquer du plutonium, mais d'un petit réacteur destiné à la recherche. Cette information, qui faisait l'objet de contradictions depuis l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA en décembre et l'isolement consécutif du théâtre nord-coréen du reste du monde, aurait été confirmée par des observations et photos satellites américaines rendues publiques à l'ONU.

A ce sujet, une divergence de points de vue prend forme entre les deux parties, Pyongyang arguant de son absolue nécessité de produire de l'électricité en l'absence des livraisons de pétrole et des centrales promises par le KEDO et dont le retard d'achèvement des travaux fait peser de graves menaces sur le peuple nord-coréen¹⁵.

¹⁴ Le conseil de l'AIEA est cependant opposé à des sanctions immédiates contre la Corée du Nord, selon les propos du directeur général de l'AIEA, Mohamed El Baradei.

¹⁵ Les centrales auraient dû être livrées en 2003.

Dans l'escalade déclaratoire, la Corée du Nord a averti le six février, qu'elle répliquerait par des « représailles sans pitié¹⁶ » à tout bombardement américain des complexes nucléaires.

Selon les Etats-Unis, les Nord-coréens seraient parallèlement en train de regrouper les huit milles barres d'uranium, à partir des points de stockage (piscines ou elles sont sous cocon) en vue de la reprise du retraitement. Cependant, le problème ne présente pas d'urgence, car il faudrait avec ce petit réacteur, plus d'un an pour obtenir une quantité de combustible suffisante pour armer une bombe.

Dans le même temps, le refus de la Corée du Nord de recevoir le représentant du président sud-coréen est un signe qui confirme l'isolement dans lequel semble s'enfermer la Corée du Nord.

Enfin, début mars, la confrontation prend une forme plus physique, par l'intervention d'avions de combat¹⁷ nord-coréens en intimidation d'un quadriréacteur espion américain. Passé quasiment inaperçu, cet incident aérien est pourtant le premier réellement sérieux depuis la destruction en 1969 par la chasse nord-coréenne d'un avion espion américain, provoquant la mort de trente et une personnes. Refusant toujours toute négociation directe avec Pyongyang, les USA annoncent dès le lendemain le déploiement de vingt-cinq chasseurs bombardiers.

2.2: Une pomme de discorde : Le commerce et le développement balistique

2.2.1 Une technologie de pointe

Figurant sur la liste noire des américains comme pays à l'origine de la prolifération dans le domaine balistique, la Corée du Nord développe depuis une vingtaine d'années un programme de missiles qui génère un risque majeur sur le plan de la sécurité internationale. L'interception du cargo nord-coréen So San, le 9 décembre 2002 au large du Yémen avec à son bord quinze missiles Scud en est une preuve évidente.

¹⁶ Menace rapportée par un correspondant de la BBC émanant d'un haut diplomate nord-coréen.

¹⁷ Le 4 mars 2003, quatre chasseurs Mig 29 et 23 ont intercepter et contraint un avion américain RC 135 de reconnaissance dans l'espace aérien international au-dessus de la mer du Japon.

La volonté nord-coréenne d'acquérir la technologie balistique remonte aux années soixante-dix. L'acquisition de missile Scud, sans doute en provenance d'Égypte, leur a permis de s'investir dans un processus de valorisation et d'exportation. Ainsi, la Corée du Nord fabrique dès 1984 le Scud B, d'une portée de 320 à 340 kilomètres, et employé par l'Irak contre l'Irak à partir de 1987. Puis, en 1991, les Nord-coréens mettent au point le SCUD C, susceptible de propulser 500 kilos de charge à 550 kilomètres ou 700-800 kilos à 500 kilomètres.

La Corée du Nord posséderait aujourd'hui 500 à 700 SCUD et en fabriquerait 100 par an, dont 40 à 50 pour l'exportation. Durant le premier semestre 2000, les Israéliens rapportèrent que la Corée du Nord développerait avec la Syrie le SCUD D, portant à 700 kilomètres une charge de l'ordre de 400 kilos.

Les nord-coréens s'intéressent désormais aux missiles à longue portée et aux lanceurs spatiaux.

A partir de 1993, ils développent des missiles de portée intermédiaire de type « Nodong », d'une portée de 1000 à 1500 kilomètres pour une charge de une à une tonne et demie.

Enfin, à partir de 1994, la Corée du Nord s'investit dans la technologie des missiles intercontinentaux¹⁸, nommé « Taepodong ». En août 1998, c'est un de ces missile qui a été lancé, sans préavis, dans des zones aériennes et navales fréquentées, prouvant, à l'encontre de l'opinion de la plupart des spécialistes, que la Corée du Nord avait acquis la technologie des lanceurs spatiaux¹⁹. En septembre 1999, à la conférence UNISPACE III, le délégué nord-coréen avait promis un nouveau lancement avec une expérience de télécommunications. La communauté scientifique s'accorde à donner au Taepodong, employé comme missile sans le troisième étage, une portée de 2000 kilomètres. Des analystes pensent qu'en configuration tri étages, le Taepodong pourrait lancer, avec une précision très approximative, une ogive militaire limitée à cent kilos à 6000 kilomètres environ.

¹⁸ Cette technologie exige la maîtrise de la propulsion par deux ou trois étages.

¹⁹ La Corée du Nord a fourni les preuves de l'allumage d'un troisième étage destiné à mettre un satellite sur orbite, provoquant la surprise de la communauté scientifique. Elle aurait bénéficié de l'aide chinoise pour la livraison de pièces détachées, et de celle d'ingénieurs russes pour la séparation des étages et la rentrée atmosphérique. Le satellite, déclaré par la Corée du Nord, ne produit actuellement aucune trace dans l'espace.

Le développement du missile Taepodong serait actuellement en cours avec une portée pouvant aller jusqu'à 6000 kilomètres et une charge utile d'une tonne. Cette hypothèse capacitaire justifie les menaces nord-coréennes de pouvoir frapper les Etats-Unis partout sur la planète.

2.2.2 La prolifération balistique

Depuis 1985, les Nord-coréens auraient vendu près de six cents missiles (dont 50 Nodong) aux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord. Les principaux clients sont l'Iran, le Pakistan, la Syrie, l'Egypte et la Libye. Selon les sources américaines en Corée du Sud, Pyongyang a exporté en 2001 pour cinq cent soixante millions de dollars de missiles, ce qui représente la principale source de devises du régime.

Le fait remarquable est que quelques principaux clients de la Corée du Nord se présentent par ailleurs comme des alliés inconditionnels des Etats-Unis. Ainsi, en février 2003²⁰, a été découvert, dans la capitale slovaque, la piste d'un trafic de technologie entre la Corée du Nord et l'Egypte, deuxième bénéficiaire de l'aide américaine. Certes, l'Egypte est sans doute à l'origine de l'acquisition de Scud par les Nord-coréens dans les années soixante-dix, mais le fait que le Caire puisse obtenir des composants de missiles montre que les méthodes employées par les Nord-coréens pour développer leur commerce sont de plus en plus complexes et que les livraisons passent par une série de sociétés écrans, comme le souligne l'affaire slovaque, pour échapper à la vigilance de Washington.

2.2.3 Les essais balistiques

A l'occasion de chaque crise, les essais de missiles balistiques semblent être employés par la Corée du Nord comme moyens de représailles et de chantage à la sécurité sur la communauté internationale en exerçant des pressions directes sur les voisins sud-coréens et japonais. Ces derniers, au regard du tir de 1998, se savent désormais à portée de la Corée du Nord. Ainsi, si Tokyo et Séoul craignaient, au début de la crise de l'automne 2002, que Pyongyang ne cherche à étayer sa détermination en reprenant les essais de missiles balistiques, interrompus en 1998 par un moratoire intervenu suite à la crise, les tirs de missiles sol-mer de courte portée des 24 février et 10 mars 2003 cautionnent leur crainte. En pleine investiture du

²⁰ Selon le Wall Street Journal

nouveau président sud-coréen, et en présence du secrétaire d'Etat américain Colin Powell, la Corée du Nord a tiré un missile dans les eaux internationales en direction du Japon, démontrant la détermination de Pyongyang à ne pas se faire oublier.

2.3 Un but visible

Le but de l'ensemble de cette manœuvre ouverte depuis septembre 2002 est visiblement d'annuler les trois engagements internationaux qu'avait pris la Corée du Nord depuis 1991.

- Engagement bilatéral avec la Corée du sud de dénucléarisation de la péninsule pris en 1991.

Il est probable que l'accusation par Pyongyang d'une reprise de nucléarisation de la Corée du sud par les Etats-Unis (dénonçant la présence de plus de mille munitions nucléaires), contribue à appuyer cette option. Cette affirmation sans aucun fondement réel apparaît clairement comme un moyen de tirer un trait sur les engagements de 1991 et paraît en cohérence avec l'entretien du doute sur la possession de l'arme nucléaire.

- Retrait du TNP.

Le retrait permet désormais, dans un cadre quasi légal (si la légitimité du retrait est reconnue par l'ONU) de geler toutes les promesses de concessions faites par Pyongyang. En l'occurrence une saisie du Conseil de Sécurité de l'ONU sur cette question a été demandée par le conseil des gouverneurs de l'AIEA le 12 février 2003²¹.

- Dénonciation des accords de Genève, qui semble être l'argument fondamental qui amorce la démarche nord coréenne et la crise en cours.

2.4 Une démarche de temporisation

On peut penser que la crise initiée à l'automne 2002 rompt avec le quiproquo qui a longtemps profité aux deux parties essentielles de l'accord de Genève, c'est à dire la Corée du Nord et les Etats-Unis. En effet, les deux Etats se sont satisfaits pendant des

²¹ Le conseil de sécurité dispose d'un délais de trente jours pour examiner la question.

années d'un consensus implicite, même si celui ci a été émaillé de nombreuses micro-confrontations.

De fait, il semble que les deux parties aient opté pour une temporisation de l'application des accords. La conséquence pratique de cette volonté d'avancer sans hâte est d'avoir permis de retarder au maximum l'achèvement du gros œuvre des centrales nucléaires du KEDO. C'est à dire l'infrastructure de base avant l'assemblage des éléments critiques (réacteurs nucléaires et circuit de refroidissement).

Certes, en dehors des Etats-Unis, la responsabilité en incombe aussi aux autres partenaires du KEDO. Ceci peut s'expliquer par le fait que dès l'origine du projet, la majeure partie du financement de la première phase de la construction reposait essentiellement sur la Corée du sud et le Japon. La Corée du nord avait d'ailleurs de nombreuses fois dénoncé la faiblesse des crédits alloués et le retard pris dès le début des travaux, notamment pendant la crise asiatique de 1997-1998. Cependant, la partie majeure et fondamentale du financement arrive au moment d'équiper les installations avec les éléments nucléaires critiques.

En réalité, et jusqu'à présent, le retard du projet KEDO a permis de peu dépenser dans le projet d'installation de ces deux réacteurs. Il faut noter que ces réacteurs devaient permettre à terme de doubler la production électrique de la Corée du Nord, dans l'hypothèse où les centrales seraient reliées aux réseaux de distribution. Ce raccordement ne fait l'objet d'aucun financement de la communauté internationale pour le moment, et montre une fois encore les faiblesses du montage des accords de Genève.

Si le retard peut être imputé aux parties finançant le projet, il est tout aussi imputable à la Corée du Nord car celle ci a beaucoup tergiversé. Ainsi, il y a eu dans un premier temps le refus absolu de voir le choix d'un réacteur issu de l'industrie sud-coréenne, puis une fois cette question réglée, des incidents tout à fait suspects comme la grève des travailleurs nord-coréens sur le site, réclamant la multiplication par dix de leur salaire, augmentation dont on peut se douter que ce ne soit pas à eux qu'elle aurait bénéficiée. Par ailleurs l'échouage d'un sous-marin nord-coréen dans les eaux sud-

coréennes le 18 septembre 1996 a ajouté aux réticences de paiement de Séoul et portée un sérieux ralentissement des travaux.

La question qui se pose alors est de savoir quel est le bénéfice que la Corée du Nord peut tirer de ce retard. La raison fondamentale se trouve sans doute dans la conception même des accords de Genève. En effet, s'ils étaient basés sur des concessions simultanées, pétrole et centrales contre arrêt des programmes nucléaires, les engagements de contrôle adossés étaient étalés dans le temps et subordonnés à l'avancement des travaux. Ainsi, plus l'installation des éléments nucléaires était retardée, plus était repoussée la nécessité absolue des visites des inspecteurs de l'AIEA et de la vérification, entre autres, des barres de plutonium qui avaient été déchargées à deux occasions au moins dans l'histoire du réacteur, en 1989 et en 1994. Plus s'approche l'heure des installations critiques et plus se dévoile la vérité en matière de désarmement nord-coréen ; plus s'approche la nécessaire explication du devenir du plutonium dont l'existence est obligatoirement liée à des intérêts militaires.

Il y a donc du côté nord-coréen un immense intérêt à figer tout processus, et ainsi à entretenir le doute au niveau seul de la possession de l'arme nucléaire. Ainsi, sans en encourir les foudres immédiates, en se situant juste en deçà du seuil de certitude²², elle permet à la communauté internationale de penser qu'en pratique la bombe est acquise et peut y coller sa stratégie.

Du côté américain, une impasse avait été faite à l'époque des accords de Genève, erreur dont l'ensemble des protagonistes avaient conscience. Le problème devait être résolu par le temps, par la chute du régime nord-coréen. Or, en définitive, le régime nord-coréen semble avoir amplement excédé l'espérance de vie que les Etats-Unis lui accordaient en 1994. L'accord se trouve donc fondamentalement inapplicable dans le cadre des relations diplomatiques actuelles.

Si la Corée du Nord dénonce les retards américains, l'administration américaine dénonce de son côté depuis quelques mois ce qu'elle nomme, une infraction par anticipation. Le raisonnement peut s'énoncer de la façon suivante :

²² Comme les déclarations suffisamment ambiguës qui auraient été faite à James Kelly.

- sans obstacles nouveaux, et en procédant au mieux dans les travaux, l'installation des éléments critiques ne permet plus une mise en service des réacteurs avant au moins l'année 2005 et plus probablement 2008,
- or le nombre d'années nécessaires pour une vérification sérieuse et étendue du potentiel nucléaire militaire est estimé à trois ans par les experts de l'AIEA,

Ainsi, en tergiversant dans un premier temps, puis en initiant habilement la crise de l'automne 2002, la Corée du Nord pourrait avoir œuvré dans le but d'établir un planning trop serré. C'est à dire un planning où les conditions de vérification par l'AIEA ne seraient pas remplies tout en forçant la communauté internationale à achever les ouvrages.

Par conséquent, depuis le début de l'escalade, les deux parties se sont renvoyées, in-fine, les accusations de lenteur et de non-respect des accords de Genève, chacun rejetant la responsabilité unilatérale de la crise sur l'autre.

Cependant, outre la justification technique énoncée supra, il en est une qui touche plus directement une corde sensible aux yeux de la Corée du nord. Ainsi, la crise pourrait se justifier par l'invocation nord-coréenne des conditions spéciales de sécurité et de raison stratégique (c'est à dire liées à des menaces et risques d'agression majeur) qui figurent dans le texte du traité de non-prolifération, et qui en permettent le retrait.

L'invocation des ses conditions spéciales avait déjà été faite par les Nord-coréens en 1993 pour se retirer partiellement du traité et empêcher toute inspection. Cette invocation avait permis de légalement adhérer au TNP tout en prenant une forme réduite quant aux conditions de vérification. C'est d'ailleurs aujourd'hui par cet argument que la Corée du Nord justifie la « reprise » du retrait du TNP, en réponse à l'accusation américaine de faire partie de l'axe du mal, et donc des « Etats voyous » inscrits parmi les cibles prioritaires de l'administration Bush et susceptible de faire l'objet d'un traitement préventif.

3 un contexte diplomatique étonnamment favorable

Avant le déclenchement de la crise, l'avenir de la Corée du Nord, s'il ne faisait évidemment pas l'objet de certitudes partagées par l'ensemble du monde, paraissait néanmoins s'éclaircir grâce aux efforts de tous les acteurs diplomatiques : Acteurs régionaux préoccupés de leur propre sécurité, mais aussi mondiaux persuadés de posséder une des clefs du miracle, en quête de satisfaction et de reconnaissance.

Le contexte diplomatique qui précède le déclenchement de la crise est en effet très étonnant, de juin 2000 au début septembre 2002 le monde assiste à un déferlement d'actions diplomatiques qui devaient ouvrir une fenêtre inespérée à la Corée du Nord. Néanmoins, derrière le mirage de la réunification, se profilent des stratégies de recherche d'influence régionale, stratégies qui s'accompagnent d'intérêts très différents (chinois, russe, ou japonais) et qui contribuent en outre au maintien d'un Etat distinct dans le nord de la péninsule.

3.1 L'espoir sud-coréen

Aujourd'hui, la volonté de Pyongyang de parvenir à une réunification par la force semble définitivement abandonnée, et la Corée du Sud, qui n'est sortie que récemment d'un régime militaire très dur, s'investit dans la voie du dialogue et de la compréhension.

Si depuis 1953 les relations inter coréennes ont connu une évolution laborieuse sans résultats tangibles, marquées dès 1972 par des contacts interministériels et émaillées de ruptures épisodiques, l'arrivée au pouvoir en Corée du Sud du président Kim Dae-jung a amorcé un tournant de Séoul qui prône une réelle politique d'ouverture²³ avec son voisin, tentant ainsi de s'imposer comme partenaire privilégié.

Mais la politique poursuivie par Pyongyang, qui cherche systématiquement à traiter directement avec les Etats-Unis et à opportunément retisser et renforcer ses liens avec le Japon, suscite quelques irritations en Corée du Sud. Ainsi, cherche t-elle à s'émanciper de la « tutelle américaine » et à s'affirmer sur la scène internationale comme le montrent sa participation aux opérations de maintien de la paix dans le

²³ Politique dite de la main tendue. « sunshine policy ».

monde, son entrée à l'OCDE²⁴, voire l'organisation conjointe de la coupe du monde de football en 2002.

La « sunshine policy » trouve son apogée à l'occasion du très médiatisé sommet de Pyongyang en juin 2000 entre les deux présidents. Ce sommet sera suivi d'une assistance humanitaire importante et il est étonnant de constater qu'un climat politique favorable à la détente perdure au sud malgré les projets d'échanges souvent rompus unilatéralement par la Corée du Nord. En effet, les volte-face nord-coréennes fin 2002 n'entament en rien la détermination de la Corée du sud pour l'application de la « sunshine policy » et le parti pris de la détente l'emporte assez largement dans l'opinion publique comme en témoigne les résultats de l'élection présidentielle de cette année.

Dans la continuité, le nouveau président de la Corée du Sud a déjà défini les priorités de son mandat. Roh Moo-hyun, qui a pris ses fonctions le 25 février 2003, s'oppose clairement à la politique d'isolement de Pyongyang prônée par les Etats-Unis. Au contraire, celui-ci a promis de poursuivre le dialogue entamé par son prédécesseur Kim Dae-jung. Mais cette politique reste fragile, car elle est soumise aux attaques et critiques de l'opposition conservatrice, majoritaire au parlement, et de l'administration Bush.

Elu en décembre dernier sous les couleurs du centre-gauche, porté par une vague anti-américaine²⁵ amplifiée par la mort de deux fillettes renversées par un char américain en juin 2002, Roh Moo-hyun²⁶ a affirmé sa volonté de voir la Corée du Nord traiter en partenaire pour la convaincre de désarmer. Se profile, dans cette attitude, l'ambition citée supra de rééquilibrage de l'alliance avec les Américains, jugée trop unilatérale par Séoul et inquiet du décalage entre la rhétorique américaine et la réalité du terrain.

Ainsi, il est probable de voir se détériorer les relations américano-sud-coréennes dans la période à venir, dans un climat intérieur qui enlève du crédit au nouveau président

²⁴ Organisation du Commerce et du Développement Economique.

²⁵ Par exemple un festival du film anti-américain a été organisé par l'association sud-coréenne « Voice of people ».

²⁶ AFP du 24 février 2003

sud-coréen²⁷. Cette situation ne peut que contenter le « cher leader » dans sa démarche de frustration de ses voisins.

3.2 L'Union Européenne.

La politique de l'Union Européenne, malgré ses imperfections dues aux luttes d'influences internes, est cependant active avec l'engagement d'une course à l'ouverture avec Pyongyang accompagnée d'une assistance assez considérable. Il est à remarquer que parmi les Quinze seules l'Irlande et la France refusent de nouer des liens diplomatiques avec Pyongyang, désignée par Paris comme dernier bastion du totalitarisme.

Il faut retenir de cette politique, marquée par un dialogue plutôt policé et consensuel :

- la visite en mai 2001 du Président en exercice de l'UE flanqué du haut représentant pour la politique étrangère²⁸, monsieur Javier Solana. S'ils arrachent la promesse de l'extension d'un an du moratoire sur les essais balistiques, ils se voient rétorquer, au sujet de la prolifération balistique, que les ventes de missiles sont indispensables à l'économie nord-coréenne. Afin de toujours rester consensuelle la délégation européenne fait savoir aux nord-coréens que cette réponse sera rapportée en l'état à Washington.
- La mission de Javier Solana en février 2003, entre Tokyo et Séoul, consacrée exclusivement au règlement de la crise nucléaire. A cette occasion, l'UE a pris position contre des sanctions de l'ONU à l'égard de la Corée du Nord, jugeant qu'elles constitueraient une nouvelle escalade dans la crise.

Selon l'UE, toute approche multilatérale doit s'inscrire dans une démarche d'apaisement qui doit être préalablement conditionnée par des négociations bilatérales avec les Etats-Unis pour résoudre « leur différent » nucléaire.

Ainsi, l'Europe refuse implicitement d'entrer dans l'escalade et rejette la résolution de la crise sur les Etats-Unis.

²⁷ Le récent scandale, versement de 200 millions de dollars à la Corée du Nord à la veille du sommet historique de juin 2000 via le conglomérat Hyundai, met le nouveau président sud-coréen en porte à faux vis à vis de Washington. Le sommet aurait été acheté et l'argent aurait pu servir à renforcer l'arsenal militaire de Pyongyang.

²⁸ PESC.

3.3 Le virage Japonais

L'histoire de la péninsule coréenne est marquée par l'invasion japonaise de 1910. L'annexion du pays et l'instauration d'un système colonial axé sur le pillage des ressources mit fin à la dynastie des Yi, et avec elle à la Corée traditionnelle. La présence japonaise provoqua une aversion profonde et durable envers l'Empire du Soleil Levant. Aujourd'hui, les gesticulations de la Corée du Nord provoquent une véritable terreur au Japon. Chaque tir de missiles contribue à la chute de la bourse et le Nikkei a atteint son plus bas niveau début mars 2003. Tout élément susceptible d'accroître les tensions avec Pyongyang rend les investisseurs nerveux : les spéculations autour de la réactivation d'un des réacteurs de Yongbyon et les essais de missile Taepodong pèsent sur le moral des investisseurs et exercent des pressions négatives sur le cours des actions. Parallèlement, le Japon constitue une véritable manne financière pour Pyongyang. Par l'intermédiaire d'associations pilotées par Pyongyang, la Corée du Nord aurait extirpé en quinze ans près de 10 milliards d'Euros aux quelques 637000 Coréens établis au Japon, dont 180000 ont de la famille en Corée du Nord.

Dans un contexte de véritable psychose, le virage du Japon paraît relativement extraordinaire avec la visite historique à Pyongyang le 17 septembre 2002, soit un mois à peine avant l'émergence de la crise, du Premier ministre japonais Junichiro Koizumi. Sur fond de pardon mutuel et de devoir de mémoire, la Corée du Nord reconnaît que dans les années 70, le régime de Kim Il-sung, père du leader actuel, avait organisé l'enlèvement de treize adolescents japonais ; Le Japon présente ses excuses pour les affres des années de colonisation et laisse entrevoir des compensations et aides financières de près de dix milliards d'euros.

Le Japon s'engage ainsi, dans le domaine des négociations, à séparer les questions liées aux aspects économiques des questions d'ordre stratégique. De fait, ce geste consacrait l'essor d'une politique d'engagement et d'assistance indépendante de tout problème stratégique et largement liée au problème humanitaire. La Corée du Nord a procédé de façon habile : en invitant le Japon à annoncer qu'elle entendait se mettre en conformité avec le droit international, elle lui accorde une primauté régionale que recherche Tokyo vis à vis de Séoul et espère récolter quelques devises en ne rien concédant. En annonçant de plus qu'elle étendrait au-delà de 2003 son moratoire sur

les essais balistiques, Pyongyang valorise le Japon vis à vis de Washington. Cependant, à titre d'exemple révélateur, la question du retour au Japon des enfants des cinq Japonais kidnappés survivants sera la source de tensions. Ces tensions prouvent une fois de plus que Pyongyang recherche l'affrontement de façon quasi systématique, quitte à invoquer la simple « question de principe ».

Ainsi, si la Corée du Nord avait procédé par l'ensemble de ses attitudes, à un chantage banal, c'est à dire strictement lié à l'assistance, la série d'ouvertures citées supra et l'offre japonaise constituaient l'attente à laquelle elle devait logiquement répondre, et qui aurait entraîné pour elle un bénéfice considérable. Ce bénéfice aurait pu enfoncer, à terme, un coin entre un certain nombre d'alliés potentiels et les Etats-Unis.

3.4 La Russie et la Chine, des partenaires compréhensifs

3.4.1 La Russie

Comme le montre, entre autres, l'abstention russe au vote de la résolution de l'AIEA de saisine du conseil de sécurité de l'ONU, la Russie est un des acteurs qui avouent le mieux comprendre la Corée du Nord et les objectifs sécuritaires de sa stratégie.

La Russie, qui partage une courte frontière avec la Corée du Nord, s'est brusquement de nouveau imposée dans le jeu diplomatique à la fin de l'été 2000. Vladimir Poutine s'est fait le porte-parole de Kim Jong-il, appuyant sa demande d'une aide au développement d'un satellite contre l'abandon de son programme balistique militaire. Elle œuvre, dans la crise actuelle, pour amener les Etats-Unis à avoir un dialogue direct avec Pyongyang et se dit prête à s'engager activement pour une solution politique à la question nucléaire par des discussions à la fois bilatérales et multilatérales, rejoignant ainsi la position européenne sur ce dossier. Moscou engage donc Washington à un dialogue constructif, sur un pied d'égalité avec la Corée du Nord, qui lui paraît être la seule option pour une normalisation de la situation.

Enfin, la visite de six heures du « cher leader » à l'ambassade de Russie²⁹ fin décembre 2002, démontre la montée en puissance de la diplomatie russe. La thèse

²⁹ Ce fait est à rapprocher de la visite de cinq heures à l'ambassade de Chine en 2000, juste avant les négociations secrètes avec la Corée du Sud qui ont précédé le sommet de juin 2000, sommet amplement appuyé par la Chine

permanente de la Russie, qui a toujours fait prévaloir l'argument de la garantie de sécurité pour la stabilisation de la division de la péninsule (considérant tous les autres arguments comme périphériques), semble devenir majoritaire sur le plan international.

3.4.2 La Chine

Allié de longue date de Pyongyang, Pékin se situe sur la même ligne que Moscou en prêtant la responsabilité entière du dénouement de la crise aux des Etats-Unis. La Chine ne veut certes pas d'un effondrement du Nord qui entraînerait un flux massif de réfugiés à sa frontière mais elle semble vouloir favoriser un régime moins rigide à Pyongyang, plus conforme à la réforme entreprise chez elle.

3.6 Les contradictions américaines

En dehors des explications techniques et des volontés de Pyongyang, les contradictions et hésitations des différentes administrations américaines peuvent être des éléments qui ont favorisé et nourri la crise. En effet, et cela peut paraître étonnant, il semble beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît de réellement distinguer les administrations Bush et Clinton. Derrière les différences de discours et d'attitudes, se trouve finalement plus de continuité que ce qui se veut afficher, notamment dans les hésitations.

Certes, le président Clinton s'était engagé très vite et très fortement dès son arrivée à la Maison Blanche. Quelques jours après l'accord avec le leader suprême Kim Jong-il, sa lettre du 20 octobre 1994 peut être considérée comme une quasi garantie financière d'achèvement des travaux du programme KEDO. En effet, à l'exception du non-respect des accords de Genève par la partie nord-coréenne, les Etats-Unis garantissaient la livraison des centrales à eau légère, quelles que soient les causes extérieures ou les manquements d'un des partenaires à apporter sa contribution financière. Par ailleurs, dans la continuité d'une politique jugée à l'époque par les Républicains comme relativement laxiste, l'administration Bush n'a jamais totalement suspendu les livraisons de fioul lourd, pas plus d'ailleurs que les livraisons d'aide humanitaire. Evidemment celles-ci sont effectuées le plus souvent

via l'ONU, mais sont d'origine américaine. Selon certains analystes³⁰, il faut même admettre que les Américains accordent leur aide avec une conditionnalité généralement moindre que celle de l'Union Européenne, ou que celle réclamées par les ONG.

Ainsi, s'il est certainement possible d'accuser l'administration Clinton de faiblesse autour du thème des conditions d'inspection prévues par les accords de Genève, il est tout aussi réaliste de les accuser aujourd'hui d'avoir eu vent, probablement dès 1999 et plus sûrement encore en 2000, de l'existence de la deuxième filière d'acquisition nucléaire par l'uranium enrichi. Il y avait eu à ce sujet une déclaration assez ambiguë du Secrétariat américain à l'énergie en 2001 et les déclarations troublantes d'aujourd'hui permettent de suspecter leur connaissance d'une certaine connivence dans ce domaine entre la Corée du Nord et le Pakistan dès cette époque.

Par conséquent, si l'accusation de l'administration Clinton d'avoir pratiqué une politique de détente, qualifiée de faible car ignorante des réalités, est reconnue, il ne serait pas rigoureux d'accorder à l'administration Bush une réelle volonté de changement majeur après janvier 2001. L'acceptation de ce fait représente un pion capital dans l'analyse de la crise car la Corée du Nord joue habilement des ambiguïtés américaines. En proférant des menaces de plus en plus alarmistes, comme le 10 mars 2003 en affirmant un « affrontement inévitable » ou le 21 mars 2003 en accusant les Etats-Unis de préparer une frappe préventive³¹, elle contraint Washington, qu'elle présente comme seule capable de détenir la clef du règlement de la crise, à réclamer de l'aide aux acteurs régionaux que sont la Chine et le Japon. Ces acteurs régionaux sont de plus sur la même ligne que Pyongyang en se faisant les avocats du sentiment d'insécurité nord-coréen.

Ainsi, le chantage à la garantie de sécurité vis à vis des Etats-Unis est réellement visible, et il devient même évident que Pyongyang en profite pour l'accompagner d'un chantage économique à l'égard de la communauté internationale.

³⁰ Entre autres, le Français Jean-François Godement.

³¹ L'agence officielle nord-coréenne KCNA a affirmé que les manœuvres lancées en Corée du Sud par des milliers de soldats américains et sud-coréens, appuyés par des bâtiments et des avions de guerre, avaient placé la péninsule au bord de la guerre. Pyongyang accuse Washington de profiter de la focalisation de l'opinion internationale sur l'Irak pour frapper préventivement le complexe nucléaire nord-coréen. Dans les faits, ces manœuvres n'ont impliqué qu'au maximum 5000 hommes.

Evidemment, il est impératif de considérer le discours sur « l'axe du mal », qui incluait au passage la Corée du Nord³², comme un élément important qui catalyse la crise et a peut être provoqué le piège nord-coréen. Mais pour le reste, dans la continuité, l'administration Bush procède par hésitations. La suspension de contact en décembre, pour pratiquer un long réexamen de la situation, peut être considérée comme une pause et non comme un changement politique d'importance. En effet, la partie publique du débat a beaucoup oscillé en ne fixant jamais clairement la priorité entre, négociation et discussion, ou application d'une politique de force envers la Corée du Nord.

Enfin, les Etats-Unis ont finalement assez mollement annoncé la reprise de contact, en proposant de reprendre leur aide en échange de l'abandon réel du programme nucléaire nord-coréen, c'est à dire en proposant de revenir aux données initiales. Cette reprise de dialogue, qui a ensuite été retardée pour cause de refus nord-coréen, montre une certaine officialisation du concept de récompense par les Américains. Enfin, ce refus dévoile une volonté nord-coréenne de poursuivre leur propre méthode de négociation, axée sur la reconnaissance de leur souveraineté et d'une promesse de non-agression.

Un élément supplémentaire peut être soumis à interprétation : comme le disent avec une part perverse de vérité les Nord-coréens, c'est un représentant « plutôt mineur » de l'administration américaine James Kelly qui a tenté de reprendre le contact avec Pyongyang. Comme le démontrent toutes les relations diplomatiques avec Pyongyang, le niveau des contacts officiels est un facteur d'extrême importance, entre autre parce qu'il contribue à valider la légitimité du régime, ensuite parce que les Nord-coréens y voient la preuve de la réussite de leur politique de chantage économique. Par conséquent, aux yeux des nord-coréens, la tentative de reprise de contact n'en est pas réellement une, mais simplement, une fois de plus, une stratégie d'attente et de délais et non un tournant dans la politique américaine.

Il faut reconnaître que la nouvelle doctrine américaine d'attaque préventive, et ses conséquences concrètes comme la confrontation quasi unilatérale avec l'Irak, force Washington au grand écart entre Bagdad et Pyongyang. En inscrivant au dernier

³² Parmi les trois pays dont le seul point commun semble être la volonté d'acquisition de l'arme nucléaire et les risques de prolifération inhérents.

moment³³ la Corée du Nord dans « l'axe du mal », les Etats-Unis se sont lourdement pénalisés. En effet, les faits et déclarations de Kim Jong-il peuvent prouver que la pression américaine, loin de dissuader les pays détenteurs de l'arme nucléaire, les force au contraire à user de la menace de s'en servir. Ce précédent pourrait même encourager les « Etats voyous » à vite se doter du remède miracle.

Il est ainsi possible d'expliquer à la fois le refus américain de se laisser enfermer dans une confrontation bilatérale avec Pyongyang et son empressement dans la crise irakienne. Washington est ainsi soumis à un dilemme, partagé entre son impératif d'internationalisation du débat coréen pour diminuer sa visibilité, et la nécessaire cohérence de sa politique étrangère pour ne pas faire deux poids deux mesures.

Ainsi, se légitime la volonté actuelle de minimiser les risques nord-coréens tout en affichant des capacités de riposte pour satisfaire à la doctrine interventionniste. Par conséquent, la décision de remettre en service un réacteur du complexe de Yongbyon est jugée regrettable et les tirs de missiles sont qualifiés de « sorte de tests tout à fait inoffensifs » par Colin Powell. Parallèlement chaque incident fait l'objet de rappel à l'ordre et de renforcement militaire.

3.7 La rupture

Les hésitations américaines, ajoutées aux révélations faites par James Kelly sur les preuves de la filière de l'uranium enrichi, ont sans doute démontré aux coréens du nord que le compteur tournait certes lentement mais que le temps du déclenchement des inspections de l'AIEA arrivait inexorablement.

Ainsi, si la question de l'uranium enrichi était posée, alors le problème du KEDO et la vérification fondamentale de la première filière serait inévitablement abordée par les Etats Unis³⁴. Par conséquent, dans le contexte de la montée des périls et de l'action américaine se préparant contre l'Irak, il est évident pour les Nord-coréens qu'attendre revenait à une attitude passive et perdante, c'est à dire attendre que les

³³ L'axe du mal aurait inclus Pyongyang sur les conseils des plus dur de la maison blanche, afin d'éviter un axe trop musulman entre Bagdad et Téhéran.

³⁴ Il est étonnant de voir que les Etats Unis parlent d'une deuxième filière alors que les accords concernant la première filière n'étaient déjà pas appliqués.

Etats Unis s'intéressent à leur cas. Leur intérêt leur commandait d'agir pour reprendre l'initiative et espérait bénéficier du contexte.

CONCLUSION

- En premier lieu, il est nécessaire de souligner le dénouement de ce qui peut être qualifié de « faux compromis de Genève ».

En effet, si celui-ci n'était pas illogique au début, il s'est réellement révélé faux et obsolète à l'usage, et ceci pour deux raisons. Il s'agit premièrement de la prémisse implicite d'un effondrement du régime dictatorial et d'un changement radical de cap dans les relations internationales. Deuxièmement parce que par construction même de l'accord, la Corée du Nord tirait immédiatement un certain nombre de bénéfices³⁵. Hors, devant une situation où la Corée du Nord obtient un bénéfice explicite immédiat et sans concession, où tout bénéfice ultérieur est subordonné à des concessions, elle opte irrémédiablement pour tout remettre en cause afin de lui éviter la moindre concession, aussi minime soit-elle. Cette pratique nord-coréenne est courante et constante depuis 1994.

L'ensemble des partenaires internationaux est aujourd'hui convaincu que toute tactique de négociation est subordonnée à une stricte simultanéité des concessions, politique où la notion de délais n'a plus sa place.

- En second lieu, un certain nombre de contradictions et d'hésitations marquent à la fois la démarche nord-coréenne et celle de la communauté internationale.

Une oscillation constante est observable dans la démarche de Pyongyang, dans ses attitudes et déclarations.

Premièrement entre ce qui est révélé et ce qui veut être maintenu caché. L'effort d'acquisition d'armes de destruction massive en est un exemple flagrant. Un pays voulant assurer sa propre survie par l'arme nucléaire et ayant besoin d'un temps de latence pour la rendre opérationnelle n'aurait aucun intérêt à exporter à travers de la planète des vecteurs balistiques, et attirer ainsi l'attention sur son cas. La démarche purement sécuritaire voudrait une dissimulation totale des intentions, sauf si la stratégie se veut volontairement révélatrice et agitatrice, ou si les buts recherchés ne peuvent matériellement être uniquement sécuritaires.

³⁵ Difficilement quantifiable mais ou les experts s'accordent sur un gain d'au moins 20% à 30% sur l'économie.

Deuxièmement, entre la stricte possession et la vente du potentiel militaire et de la technologie adossée. Les négociations depuis 1994 peuvent être interprétées comme un système de « vente par appartements » où la Corée du Nord tente d'emporter l'enchère maximale à chaque stade. Ainsi peuvent se justifier : en 1994 la « vente » du complexe de Yongbyon³⁶, puis en 2000 la tentative de vente de la capacité d'exportation de missiles, lors de la visite à Washington du ministre de la défense nord-coréen (le maréchal Cho). Un marché aurait failli être conclu pour régler le problème de prolifération balistique mais la rumeur court que la somme de trois milliards de dollars aurait été finalement jugée trop élevée par les Etats-Unis.

Enfin, la Corée du Nord est soumise au dilemme suivant, céder ou conserver. Alors que la Corée du Nord vend ses capacités, elle semble dans le même temps vouloir les conserver. Pyongyang applique certes une tactique de chantage pour des gains immédiats, mais a un besoin fondamental de sécurité à long terme.

Du côté occidental, et plus spécifiquement des Etats-Unis, car les coréens du nord, avec leur brutalité stratégique, les font apparaître comme unique partenaire (seul interlocuteur de poids et clef unique du dénouement de la crise), se dévoile une oscillation ou contradiction entre la détente et l'oubli. Détente nécessaire dans le cadre des échanges, mais en réalité subordonnée à l'oubli des vérifications et du programme nucléaire initié entre 1990 et 1994, à travers l'internationalisation de la question nucléaire.

Il y a eu, sans aucun doute, une sous-estimation de ce que représente, en terme de danger, la Corée du Nord. Cette sous-estimation résulte de raisons de politique intérieure, car au niveau de l'agenda personnel des chefs d'Etats le règlement du problème est consommateur de temps et peu porteur de promesses de réussite et donc de gains électoraux³⁷. Le problème nord-coréen semble ainsi être l'épine dans le pied pour les présidents américains.

Enfin, l'illusion du précédent chinois peut avoir obnubilée la communauté internationale et lui avoir réduit son acuité sur le changement dans la situation de la Corée du Nord. En réalité, la Corée du Nord n'a d'autres atouts stratégiques que

³⁶ Par les accord de Genève

³⁷ Il est possible de comprendre alors les dénonciations de « pays de l'axe du mal » par G.Bush et son immobilisme simultané.

sa propre dangerosité, pas d'autres atouts économiques que ce quelle peut récupérer par les échanges liés au chantage politique.

EPILOGUE

Pour l'avenir, il semble aujourd'hui que la communauté internationale se dirige vers une perception plus acceptée de la garantie de sécurité réclamée par la Corée du Nord. Cette garantie de sécurité est progressivement reconnue par les Américains sous la pression de Moscou et de Pékin³⁸, et l'ambition nord-coréenne, qui est clairement d'en faire un traité juridique, semble être progressivement prise en compte.

De plus, à la lueur des faits, toute négociation ne peut désormais se faire hors de toute simultanéité car l'attitude nord-coréenne a montré que tout décalage est synonyme d'échec.

Enfin, pour des raisons réalistes liées au potentiel de danger de la Corée du Nord toute tentative d'étouffement et d'isolement du régime semble inapplicable. Pour des raisons essentiellement humanitaires, l'accompagnement économique dans la stratégie de négociation est devenu incontournable. De plus, une politique de sanction et d'isolement intégral, qui suppose d'ailleurs une complète adhésion chinoise, serait plus cruelle que la situation actuelle d'injustice que subit le peuple nord-coréen. Quant à l'option militaire, elle est estimée catastrophique aussi bien par les pays voisins que par une large partie de l'état-major des forces américaines.

Aujourd'hui se dégage ainsi, par défaut, pas d'autre choix que d'approfondir l'assistance économique et humanitaire en toute connaissance de cause, tout en faisant au mieux pour l'accompagner de concessions immédiates de la Corée du Nord. Mais le règlement de la crise actuelle passe obligatoirement par un traité multilatéral, négocié bilatéralement avec les Etats-Unis, garantissant la sécurité de la Corée du Nord.

³⁸ Fin février 2003, à la suite d'objections de la Chine et de la Russie, les 5 membres du conseil de sécurité ont reporté les discussions informelles sur la crise et Moscou et Pékin ont invité les Etats-Unis à accepter les discussions bilatérales réclamées par Pyongyang.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

RIGOULOT, *Corée du Nord, Etat voyou*
Broché, décembre 2002

Cheong Seong Chang, *Idéologie et système en Corée du Nord : de Kim Il-sung à Kim jong-il.*
Broché, Mai 1997

DESTEXHE Alain, *Corée du Nord, voyage en dynastie totalitaire*
Broché, octobre 2001

BIDET Eric, *La Corée : deux systèmes, un pays.*
Le Monde poche Marabout, Paris 1999

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

Courrier International, d'octobre 2002 à mars 2003
L'express, le Point, de septembre 2002 à mars 2003

SOURCES ELECTRONIQUES

Sites en langue française, concernant « Crise Corée du Nord » avec moteur de recherche « google ».
Consultation régulière du site lemonde.fr

ARTICLES DE PRESSE FRANCAISE

« La Corée du Nord réactive son programme nucléaire » A BARLUET
Le Monde, 13 décembre 2002

« Le chantage nucléaire » Michel TEMMAN
Libération, Dossier du 27 décembre 2002

« Nouvelle provocation de la Corée du Nord » Philippe GRANGEREAU
Le Monde, 26 février 2003

« La leçon de rationalité nord-coréenne » Roseline VACHETTE
Le Monde, 13 février 2003

« Nouvelle provocation de la Corée du Nord » TEMMAN Michel
Libération, 26 février 2003

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1 Une interprétation difficile des faits et des stratégies	5
1.1 Les accords.....	5
1.1.1 Un dialogue difficile	5
1.1.2 Les accords	5
1.2 Des incertitudes entretenues.....	7
1.2.1 L'incertitude nucléaire	7
1.2.2 Le développement de la filière d'enrichissement	8
1.2.3 le potentiel militaire conventionnel	9
1.2.4 le délabrement économique	10
1.3 Des présuppositions	10
1.3.1 la chute du régime	10
1.3.2 l'encercllement	11
1.3.3 l'analogie chinoise	12
2 les sources et objectifs de la crise	13
2.1 Le scénario	13
2.2: Une pomme de discorde : Le commerce et le développement balistique.....	15
2.2.1 Une technologie de pointe.....	15
2.2.2 La prolifération balistique.....	17
2.2.3 Les essais balistique	17
2.3 Un but visible	18
2.4 une démarche de temporisation.....	18
3 un contexte diplomatique étonnamment favorable	22
3.1 L'espoir sud-coréen.....	22
3.2 L'Union Européenne.....	24
3.3 Le virage Japonais.....	25
3.4 La Russie et la Chine, des partenaires compréhensifs	26
3.4.1 La Russie	26
3.4.2 La Chine.....	27
3.6 Les contradictions américaines	27
3.7 La rupture	30
CONCLUSION	32
EPILOGUE	34
BIBLIOGRAPHIE	35

